



ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES
Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine

MISE EN CONCURRENCE
FORMATIONS PROFESSIONNELLES QUALIFIANTES
PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION 2017

Cahier des Clauses Administratives Particulières

REFERENCE : A2017I000S00354

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
1.4 - BONS DE COMMANDE	5
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	5
3.1 - DELAIS DE BASE	5
3.2 - PROLONGATION DES DELAIS	6
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 5 : VERIFICATIONS ET ADMISSION	6
5.1 - OPERATIONS DE VERIFICATION	6
5.2 - ADMISSION	7
5.3 - CONTROLES	7
ARTICLE 6 : NATURE DES DROITS ET OBLIGATIONS	8
ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES	8
ARTICLE 8 : AVANCE	8
8.1 - AVANCE	8
ARTICLE 9 : PRIX DE L'ACCORD-CADRE	8
9.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	8
9.2 - VARIATIONS DANS LES PRIX	9
ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
10.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	10
10.2 - SOLDE	10
10.3 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
10.4 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	12
ARTICLE 11 : PENALITES	12
11.1 - PENALITES	12
11.2 - PENALITES DE RETARD	12
11.3 - PENALITES D'INDISPONIBILITE	13
ARTICLE 12 : FONDS SOCIAL EUROPEEN	13
ARTICLE 13 : ASSURANCES	13
ARTICLE 14 : PROPRIETE INTELLECTUELLE	13
ARTICLE 15 : PUBLICITE	13

<u>ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE</u>	<u>13</u>
<u>ARTICLE 17 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE</u>	<u>13</u>
<u>ARTICLE 18 : DROIT ET LANGUE</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 19 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES – FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES</u>	<u>14</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :
la mise en concurrence - FORMATIONS PROFESSIONNELLES QUALIFIANTES – Programme Régional de Formation 2017

Lieu(x) d'exécution : Départements de la Gironde, des Landes, de la Dordogne, du Lot et Garonne et des Pyrénées-Atlantiques.

➤ Descriptif détaillé :

Il s'agit d'engager la réalisation de plusieurs actions de formation en direction prioritairement des demandeurs d'emploi dans le cadre de la formation professionnelle continue. Ces actions, objet de la consultation, sont décrites dans l'annexe n° 1 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans le dossier « fiches actions » joint.

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du Programme Régional de Formation sont conformes aux normes AFNOR suivantes concernant la formation professionnelle :

- . NF X 50-749 : Démarche de normalisation
- . NF X 50-750: Terminologie
- . NF X 50-756 : Cahier des charges de la demande
- . NF X 50-760 : Informations relatives à l'offre
- . NF X 50-763 : Exigence de base pour prestataires de services

Bons de commande :

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre avec un minimum exprimé en quantité, conclu avec un seul opérateur économique par lot et exécuté au moyen de bons de commande en application des articles 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le minimum est indiqué à l'annexe 1 du CCTP.

A titre indicatif, il est indiqué également le nombre d'heures et de suivis estimé, ainsi que le nombre estimé de stagiaires pour chaque lot (cf. annexe 1 du CCTP liste des lots).

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Désignation de sous-traitants en cours d'accord-cadre :

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Les prestations sont réparties en 6 lots décomposés en annexes n°1 du CCTP.

1.3 - Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre est conclu pour une durée allant du 1er juin 2017 au 31 août 2020. Le délai d'exécution du lot se confond avec sa durée.

1.4 – Bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de la Région Nouvelle-Aquitaine pourront être honorés par le ou les titulaires.

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à préciser la part maximale sous-traitée sur chaque bon de commande.

Article 2 : Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le bordereau des prix
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés et le dossier « fiches actions » joint au présent accord-cadre
- Le cadre de réponse relatif aux caractéristiques pédagogiques
- Le cadre de réponse relatif aux moyens techniques et humains mobilisés à l'offre
- Le cadre de réponse relatif à la fiche action
- La copie de l'agrément, de l'autorisation ou de l'habilitation du ministère certificateur ou de la branche professionnelle attestant de la capacité du candidat à dispenser et/ou à délivrer la certification visée au lot

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo)

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

3.1 - Délais de base

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations de l'article 1.4 du présent CCAP.

3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande.

Les délais d'exécution sont précisés dans chaque bon de commande.

Article 5 : Vérifications et admission

5.1 - Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22, 23 et 24 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les prestations réalisées dans le cadre de cet accord cadre pourront faire l'objet d'une vérification pédagogique, administrative et financière par la Région.

En cours d'exécution de chaque bon de commande, des contrôles seront réalisés sur un échantillon de stagiaires afin de vérifier la conformité entre les heures facturées et les états de présence.

Ces contrôles pourront être réalisés par les services de la Région au sein de l'organisme de formation et/ou sur production des feuilles d'émargement.

Le titulaire s'engage en vue du bon déroulement des opérations de vérifications à respecter les points ci-après définis :

Pour les prestations réalisées dans le cadre des bons de commande (BC) émis par la Région Nouvelle-Aquitaine:

➤ Tenir à disposition les états d'émargement attestant de la présence des stagiaires, états signés pour chaque demi-journée mentionnant les horaires (ou à défaut la durée des plages horaires), en centre et en entreprise. Ces documents doivent être signés par le stagiaire, contresignés par le formateur concerné qui attestera des heures réellement effectuées par chaque stagiaire. Pour les stages en entreprise ces états doivent revêtir la triple signature du stagiaire, du responsable de l'entreprise et du chargé de suivi en entreprise. A défaut d'émargement en entreprise, une attestation de l'employeur précisant le nombre d'heures effectuées est obligatoire.

Le titulaire pourra être amené dans le cadre de cet accord-cadre, à utiliser la solution eMargos d'émargements dématérialisés, en cours de développement par la Région. Cette solution, dont le déploiement sera progressif s'imposera aux organismes désignés par la Région. Elle vise à sécuriser le décompte des heures réalisées, à faciliter la vérification du service fait et le co-financement par le FSE ou du Programme Initiative pour l'Emploi des Jeunes des opérations programmées.

Pour la mise en œuvre de la solution eMargos, le titulaire devra signer une convention de mise à disposition du matériel (ou des tablettes) ainsi que la charte d'utilisation qui y sera annexée, et devra respecter leurs conditions d'utilisation.

Pour les prestations réalisées dans le cadre des BC émis si la solution eMargos n'est pas opérationnelle pour la Région Nouvelle-Aquitaine:

- le titulaire tiendra à disposition les états d'émargement attestant de la présence des stagiaires, états signés pour chaque demi-journée mentionnant les horaires (ou à défaut la durée des plages horaires), en centre et en entreprise. Ces documents doivent être signés par le stagiaire, contresignés par le formateur concerné qui attestera des heures réellement effectuées par chaque stagiaire. Pour les stages en entreprise ces états doivent revêtir la triple signature du stagiaire, du responsable de l'entreprise et du chargé de suivi en entreprise. A défaut d'émargement en entreprise, une attestation de l'employeur précisant le nombre d'heures effectuées est obligatoire.

Pour l'ensemble des prestations

- En cas de FOAD, des moyens adaptés devront être mis en place conformément aux dispositions du décret n°2014-935 du 20 août 2014.
- Toute forme d'absences temporaires non justifiées n'entrent pas dans le décompte et ne peuvent être prises en compte d'aucune autre manière.
Sur justificatif, les absences sont comptabilisées dans la limite des dispositions en vigueur pour la rémunération des stagiaires (cf annexe sur le site <http://achat-formation.aquitaine.fr/> - rubrique documentation – guides et procédures.)
- Déclarer mensuellement, par formation, par bon de commande et par stagiaire, dans l'applicatif de gestion EOS accessible depuis: <http://achat-formation.aquitaine.fr>, les réalisations du titulaire et celles correspondant à l'intervention des sous-traitant(s) effectuées sur le mois précédent.
- Préparer le compte rendu d'exécution sur l'applicatif de gestion EOS, éditer et transmettre l'ensemble des documents validés nécessaires au versement du solde.

Ces déclarations appuyées par les états d'émargements, les justificatifs d'absence, le cas échéant toute autre pièce justifiant des heures dues ou à comptabiliser, permettent de certifier les durées facturées pour chaque stagiaire.

En outre, aucun nouveau bon de commande ne pourra être émis si les saisies mensuelles ne sont pas à jour.

Pour la prestation de suivi des stagiaires (cf : article 3.3 et 3.4 du CCTP), le service fait est attesté :

- par la remise des fiches de synthèse par bénéficiaire (disponibles sur le site <http://achat-formation.aquitaine.fr>).
- par la remise du document complémentaire au compte rendu d'exécution intitulé « mise en œuvre plan d'action post formation par bénéficiaire » disponible sur le site <http://achat-formation.aquitaine.fr>

5.2 – Admission

L'admission sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

5.3 – Contrôles

Le titulaire s'engage à :

- Se soumettre au contrôle inopiné, sur l'exécution de la prestation en cours, par les services du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine
- Se soumettre aux contrôles de toute autorité nationale ou régionale habilitée, auxquelles il sera tenu de produire, sur simple demande, toute pièce justificative de la réalisation physique de l'action et de la bonne exécution de l'accord-cadre,

- Pour les prestations réalisées pour le compte de la Région Nouvelle-Aquitaine utiliser le matériel mis à disposition (ou les tablettes d'émargement, le cas échéant) conformément aux règles posées dans la charte (ou dans les conditions générales d'utilisation) annexée à la convention de mise à disposition du matériel et aux textes régissant la formation professionnelle.

Article 6 : Nature des droits et obligations

Les prestations ne font l'objet d'aucune garantie technique.

Article 7 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 8 : Avance

8.1 - Avance

8.1.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 25 000 €.HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées à l'article 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

8.1.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 9 : Prix de l'accord-cadre

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre sont à prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prestations (centre et entreprise et suivi des stagiaires) seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau propre à l'accord-cadre, selon les stipulations de l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le service fait est constitué du nombre d'heures stagiaires ou du nombre de stagiaires suivis.

NOTA : Aucune participation financière des stagiaires n'est possible y compris pour les EPI sauf précisions contraires dans la fiche action.

9.2 - Variations dans les prix

9.2.1 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **février 2017** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

9.2.2 - Modalités des variations des prix

Pour tous les lots, les prix sont révisés annuellement lors du règlement des demandes de paiement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

Lot	Formule
Ensemble des lots	$C_n = 30,00\% + (60,00\% (I_n/I_o)) + (10,00\% (J_n/J_o))$

dans laquelle I_o/J_o et I_n/J_n sont les valeurs prises par les index de référence I et J respectivement au mois zéro et le dernier indice connu au mois n.

Les prix de l'accord-cadre seront révisés à l'issue de chaque période de validité. Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période de validité annuelle. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de validité annuelle concernée. La totalité de l'offre est concernée : le mandataire et son groupement ainsi que d'éventuels sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans indemnité pour le titulaire, à l'exception de l'indemnité prévue au titre du minimum non atteint, s'il constate que la révision entraîne une augmentation du prix de l'accord-cadre supérieure à 3% à l'issue de chaque période de validité.

9.2.3 - Choix des index de référence

Les index de référence I et J sont :

Valeurs	Index	Libellé	Prix concernés
I	ICHTrev-TS	activités de services administratifs et de soutien	Tous les prix
J	FSD2	Frais de services divers 2	Tous les prix

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

Précisions liminaires d'ordre fiscal :

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les prestations objet du marché ou de l'accord cadre sont susceptibles d'une exonération de TVA sur le fondement de l'article 261.4.4^a) du code général des impôts et aux conditions définies aux articles 202 A et 202 B de l'annexe II du même code.

Le Titulaire reconnaît également être parfaitement informé de ce que, dès lors qu'elles exécutent des prestations dans le cadre d'un contrat relevant de la commande publique, les personnes morales de droit public et les associations sont réputées le faire aux mêmes conditions que les entreprises commerciales ; elles sont en conséquence exclues du bénéfice des articles 256B et 261.7 du code général des impôts et ne peuvent se prévaloir d'un non-assujettissement à la TVA du fait de leur statut juridique.

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 et 11.6 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes d'acompte doivent être saisies dans l'applicatif Eos mis à disposition pour donner lieu à paiement.

Le paiement s'effectue sur la base des états liquidatifs transmis en original.

Le versement des prestations « centre », « entreprise » et « suivi des stagiaires » est calculé à partir du nombre d'heures stagiaire, ou du nombre de stagiaires suivis sur la formation considérée, en y appliquant les prix unitaires du bordereau de prix prenant en compte la révision des prix le cas échéant.

En cas de sous-traitance, chaque intervenant transmet un état liquidatif daté et signé au titulaire qui le co-signe et le transmet à la Région en accompagnement de sa propre déclaration.

La mise en place, pour la Région Nouvelle-Aquitaine, d'une procédure de dématérialisation des factures est en cours et pourrait être opérationnelle avant la fin du marché pour l'ensemble des accords-cadres du PRF. Dans ce cas, elle s'imposera au titulaire et à ses sous-traitants pour les prestations commandées par la Région Nouvelle-Aquitaine.

10.2 - Solde

Le solde est versé au titulaire dans les conditions de l'article 11.8 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le paiement du solde est effectué sur la base de l'état liquidatif de solde et d'un Compte Rendu d'Exécution (il précise la liste et les caractéristiques des stagiaires intégrés sur l'action de formation, les heures de formation réalisées par stagiaire et les perspectives d'insertion de chaque stagiaire) transmis en original en y appliquant les prix unitaires du bordereau de prix prenant en compte la révision des prix le cas échéant.

Il est précisé que, sauf accord express de la Région Nouvelle-Aquitaine, le Compte Rendu d'Exécution (CRE) et la demande de solde doivent être saisis et validés, pour donner lieu à paiement, dans l'applicatif EOS.

Cette transmission a un caractère obligatoire. La transmission d'un dossier incomplet (pièces manquantes ou renseignements fournis insuffisants) entraînera automatiquement la suspension du délai de paiement jusqu'à réception des éléments ou pièces justificatives manquants.

Le compte rendu d'exécution contient toutes les données quantitatives et qualitatives par formation, telles que renseignées par le prestataire sur l'applicatif mis à disposition par la Région.

En cas de sous-traitance, chaque intervenant transmet un état liquidatif daté et signé au titulaire qui le co-signe et le transmet à la Région en accompagnement de sa propre déclaration. En revanche, seul le titulaire (si groupement, le mandataire) transmet un Compte Rendu d'Exécution.

10.3 - Présentation des demandes de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement sont d'abord générées dans l'applicatif EOS mis à disposition par la Région.

Ces demandes de paiement seront ensuite éditées et établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le numéro d'agrément du prestataire
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord-cadre et du bon de commande
- Le numéro d'engagement apparaissant sur le Bon de commande
- Le numéro d'ordre de la facture propre au prestataire
- la date d'exécution des prestations,
- la nature des prestations exécutées
- la désignation de l'organisme débiteur
- le détail des prix unitaires lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers de l'accord-cadre ou que, eu égard aux prescriptions de l'accord-cadre, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme,
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, application des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS,
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC;

Dans le cas où un désaccord apparaît entre l'organisme de formation et la Région sur certaines informations contenues dans l'applicatif, il appartient à l'organisme de saisir par écrit le Conseil Régional, en amont de l'édition de sa facture, afin de faire part de ses remarques éventuelles.

Les demandes de paiement seront télétransmises ou adressées en original dûment signé à l'adresse suivante :

Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine
Formation Professionnelle et Emploi –
Marchés Formation Professionnelle
14, rue François de Sourdis
33077 BORDEAUX CEDEX

La mise en place, pour la Région Nouvelle-Aquitaine d'une procédure de dématérialisation des factures est en cours et pourrait être opérationnelle avant la fin du marché pour l'ensemble des accords-cadres du PRF. Elle devrait permettre la signature électronique et la télétransmission des factures.

- En cas de cotraitance : La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaire), acceptation du montant de la demande de paiement à lui payer directement.
- En cas de sous-traitance :
 - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des demandes de paiement produites par le sous-traitant.
 - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
 - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
 - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
 - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.4 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans le délai global de 30 jours indiqué à l'article 183 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Article 11 : Pénalités

11.1 - Pénalités

Il n'est pas prévu de pénalités.

11.2 – Pénalités de retard

Par dérogation au 14-1 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de pénalités de retard.

11.3 - Pénalités d'indisponibilité

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité

Article 12 : Fonds Social Européen

Sans objet

Article 13 : Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 14 : Propriété intellectuelle

Le titulaire s'engage à demander l'accord express préalable du pouvoir adjudicateur pour toute utilisation, à des fins commerciales ou non, des travaux, études, résultats produits spécifiquement au bénéfice de l'action et en complément de l'acte de formation lui-même objet du présent accord-cadre, sous quelque support que ce soit, financés par des fonds régionaux, nationaux ou communautaires.

Article 15 : Publicité

Le titulaire mentionnera sur tous les documents et articles de presse relatifs à la prestation, la mention «Action financée par la Région Nouvelle-Aquitaine».

Article 16 : Confidentialité

Conformément à l'article 5 du C.C.A.G.-F.C.S., l'ensemble des éléments collectés auprès des stagiaires est confidentiel et l'organisme de formation s'engage à ne diffuser aucune de ces informations et à n'en faire aucun usage autre que celui nécessaire à la gestion et au suivi des dispositifs.

Article 17 : Résiliation de l'accord-cadre

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché ou de l'accord-cadre, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications

nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44, 48 et 50 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par l'accord-cadre.

Article 18 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif dans le ressort duquel est domiciliée la personne publique est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 19 : Obligations générales des parties – Formes des notifications et informations

Les décisions ou notifications propres à la passation et à l'exécution du présent accord-cadre sont susceptibles d'être gérées par voie dématérialisée. Les interfaces et supports d'échanges seront mis à disposition du co-contractant par la Région.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge du co-contractant.

L'adresse courriel de référence du cocontractant, précisée à l'acte d'engagement, sera utilisée par la Région comme support de ces échanges.

Article 20 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 11.2 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.